

# Étude des crédits 2025-2026

## Renseignements généraux

**Retraite Québec**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS D'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

#### Table des matières

■ Légende : nouvelles questions

Numéro	QUESTIONS
1.	<p>Liste des voyages <b>hors Québec</b> pour l'année financière 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les endroits et dates de départ et de retour;</li> <li>b) la copie des programmes et rapports de mission;</li> <li>c) les personnes rencontrées;</li> <li>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</li> <li>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li> <li>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</li> <li>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> </li> <li>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</li> </ul>
2.	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <b>au Québec</b> et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les raisons du déplacement;</li> <li>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li> <li>c) les coûts ventilés.</li> </ul>
3.	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;</p> <p>les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>le but visé par chaque dépense;</p> <p>dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</p> <p>les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;</p> <p>la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;</p> <p>le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.</p>

Numéro	QUESTIONS
4.	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p><u>Par le cabinet ministériel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p><u>Par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p><u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</li> <li>m) le but visé par chaque dépense;</li> <li>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</li> </ul>
5.	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but recherché par chaque dépense;</li> <li>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie;</li> </ul> <p><u>Données par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;</li> <li>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</li> <li>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</li> <li>h) le but visé par chaque dépense;</li> <li>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul>
6.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les noms du professionnel ou de la firme;</li> <li>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</li> <li>d) la date d'octroi du contrat;</li> <li>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li> <li>f) l'échéancier;</li> <li>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
7.	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</li> <li>b) la grille d'évaluation des soumissions;</li> <li>c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</li> <li>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</li> <li>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</li> </ul>

Numéro	QUESTIONS
8.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</li> <li>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);</li> <li>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</li> <li>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</li> <li>e) une description de son mandat;</li> <li>f) la date de début de son contrat;</li> <li>g) la date prévue de fin de son contrat;</li> <li>h) sa rémunération annuelle.</li> </ul>
9.	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du projet;</li> <li>b) la nature du projet;</li> <li>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> <li>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li> <li>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li> <li>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</li> <li>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> </ul> </li> <li>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</li> <li>m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine de TI en 2024-2025.</li> </ul>
10.	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les coûts estimés par année;</li> <li>b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;</li> <li>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</li> <li>d) la liste des fournisseurs;</li> <li>e) une copie du plan de déploiement.</li> </ul>
11.	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé pas mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la photocopie;</li> <li>b) le mobilier de bureau;</li> <li>c) l'ameublement;</li> <li>d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</li> <li>e) le distributeur d'eau de source;</li> <li>f) le remboursement des frais de transport;</li> <li>g) le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>h) le remboursement des frais de repas;</li> <li>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li> <li>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>I. a) au Québec;</li> <li>II. b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>

Numéro	QUESTIONS
12.	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) le coût des contrats téléphoniques;</li> <li>b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</li> <li>e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;</li> <li>f) le coût d'acquisition des appareils;</li> <li>g) le coût d'utilisation des appareils;</li> <li>h) les noms des fournisseurs;</li> <li>i) les ordinateurs portables;</li> <li>j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</li> </ol>
13.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de <b>35 ans et plus</b>;</li> <li>b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de <b>35 ans et moins</b>;</li> <li>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li> <li>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</li> <li>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le coût moyen par employé, selon la classe de travail;</li> </ul> </li> <li>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</li> <li>g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</li> <li>h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</li> <li>i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li> <li>k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li> <li>l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</li> <li>m) le nombre d'employés permanents et temporaires;</li> <li>n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;</li> <li>o) le nombre de postes abolis, ventilé par corps d'emploi;</li> <li>p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</li> <li>q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région;</li> <li>r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1<sup>er</sup> novembre 2024.</li> </ol>

Numéro	QUESTIONS
14.	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</li> <li>b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</li> <li>c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</li> </ul>
15.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'emplacement de la location;</li> <li>b) la superficie totale pour chaque local loué;</li> <li>c) le coût total de ladite location;</li> <li>d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li> <li>e) la durée du bail;</li> <li>f) le propriétaire de l'espace loué;</li> <li>g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;</li> <li>h) la superficie totale réellement occupée;</li> <li>i) la superficie inoccupée;</li> <li>j) le coût de location au mètre carré;</li> <li>k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</li> </ul>
16.	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;</li> <li>b) la valeur estimée de ceux-ci;</li> <li>c) les coûts d'entretien annuel;</li> <li>d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</li> </ul>
17.	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les dates des travaux;</li> <li>b) les coûts;</li> <li>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</li> </ul>
18.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</li> <li>b) le titre de la fonction;</li> <li>c) l'adresse du port d'attache;</li> <li>d) la masse salariale totale par cabinet;</li> <li>e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>f) la prime de départ versée, le cas échéant;</li> <li>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>h) la description de tâches;</li> <li>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;</li> <li>j) le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</li> <li>l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li> </ul>
19	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</li> <li>b) la circonscription électorale;</li> <li>c) le montant attribué;</li> <li>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</li> </ul>

Numéro	QUESTIONS
20.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la personne;</li> <li>b) le poste occupé;</li> <li>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</li> <li>e) la date de l'assignation hors structure;</li> <li>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;</li> <li>g) les prévisions pour 2025-2026.</li> </ul>
21.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le poste initial;</li> <li>b) le salaire;</li> <li>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>d) la date de la mise en disponibilité;</li> <li>e) les prévisions pour 2025-2026.</li> </ul>
22.	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</li> <li>b) par catégorie d'âge;</li> <li>c) prévisions pour 2025-2026.</li> </ul>
23.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la personne;</li> <li>b) le poste occupé et le nom de l'organisme;</li> <li>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>d) l'assignation initiale;</li> <li>e) l'assignation actuelle;</li> <li>f) la date de l'assignation hors structure;</li> <li>g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</li> </ul>
24.	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le coût de chacun;</li> <li>b) le fournisseur;</li> <li>c) la nature du service;</li> <li>d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</li> </ul> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>
25.	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>

Numéro	QUESTIONS
26.	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du site Web;</li> <li>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>c) les coûts de construction du site;</li> <li>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</li> <li>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</li> <li>f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;</li> <li>g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;</li> <li>h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;</li> <li>i) la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>j) le responsable du contenu sur le site.</li> </ul>
27.	<p>Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous- ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les régions et les villes visitées;</li> <li>b) les personnes et organismes rencontrés;</li> <li>c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</li> <li>d) les raisons du déplacement;</li> <li>e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li> <li>f) les coûts ventilés;</li> <li>g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</li> </ul>
28.	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le détail des mandats;</li> <li>b) le coût (déplacements, etc.);</li> <li>c) le nombre de ressources affectées;</li> <li>d) le nombre de rencontres;</li> <li>e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;</li> <li>f) l'objet;</li> <li>g) les dates.</li> </ul>
29.	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
30.	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.</p>
31.	<p>L'inventaire complet des services <u>tarifés</u> que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.</p>
32.	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.</p>
33.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
34.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
35.	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>

Numéro	QUESTIONS
36.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38.	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42.	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
43.	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.
44.	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
45.	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) Le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 2018.
46.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Numéro	QUESTIONS
47.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de développement durable 2023-2028.
48.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
49.	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
50.	<p>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;</li> <li>b) Le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;</li> <li>c) Le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;</li> <li>d) La proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;</li> <li>e) Le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</li> </ul>
51.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
52.	<p>Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les sommes dépensées;</li> <li>b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</li> </ul>
53.	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
54.	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le lieu;</li> <li>b) le coût;</li> <li>c) la ou les dates de participation;</li> <li>d) le nombre de participants;</li> <li>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;</li> <li>f) le nom de la formation ou de l'activité.</li> </ul>
55.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;</li> <li>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</li> <li>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;</li> <li>d) la liste des concours qui ont pris fin.</li> </ul>

Numéro	QUESTIONS
56.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</li> <li>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</li> <li>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;</li> <li>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</li> </ul>
57.	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;</li> <li>b) le type d'incidents;</li> <li>c) les sommes dépensées en gestion des incidents.</li> </ul>
58.	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les dates;</li> <li>b) L'endroit précis;</li> <li>c) La liste des personnes présentes;</li> <li>d) L'ordre du jour;</li> <li>e) Les procès-verbaux;</li> <li>f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)</li> </ul>
59.	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Nombre de stagiaires reçus;</li> <li>b) Heures de stages effectuées;</li> <li>c) Rémunération totale déboursée.</li> </ul>
60.	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les autochtones. <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</li> </ul>
61.	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62.	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
63.	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42 <sup>e</sup> législature.
64.	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
65.	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
66.	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
67.	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
68.	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
69.	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
70.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'autorisations;</li> <li>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</li> <li>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</li> <li>d) le montant accordé.</li> </ul>

Numéro	QUESTIONS
71.	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :</p> <p>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</p> <p>b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</p> <p>c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</p> <p>d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>
72.	<p>Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
73.	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.</p>

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 - La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**TITRE 1 : Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :**

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

**Sommaire des voyages hors Québec au 31 décembre 2024**

	31 déc. 2024
<b>Rencontres pour l'évolution ou l'administration des programmes</b>	
Régime de rentes	0 \$
Régimes complémentaires de retraite	16 500 \$
Programme d'aide à la famille	0 \$
<b>Sous-total</b>	<b>16 500 \$</b>
<b>Formation et perfectionnement</b>	0 \$
<b>Administration générale</b>	0 \$
<b>Autres</b>	0 \$
<b>Total</b>	<b>16 500 \$</b>

S'il y a lieu, les renseignements concernant les ministres et les titulaires d'un emploi supérieur, en réponse à cette question, seraient diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de Retraite Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-deplacement-president.aspx>.

# TITRE 1

## Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025

BUT DU VOYAGE	OBJECTIFS	RÉEL	ENDROIT	PERSONNES CONCERNÉES	FUNCTION	DATE	Hôtel	Repas	Transport	Autres <sup>1</sup>	Inscription	Total
<b>1 - Formation et perfectionnement :</b>												
<b>Total 1, Total formation et perfectionnement :</b>		<b>0,00 \$</b>					<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>2 - Rencontres pour l'évolution ou l'administration des programmes :</b>												
<b>a- Régime de rentes :</b>												
<b>sous-total : Régime de rentes</b>		<b>0,00 \$</b>					<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>b- Régimes complémentaires de retraite :</b>												
Réunion de l'ACOR 2024 (Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite)	Échanger avec des pairs des autres provinces sur les régimes complémentaires de retraite et sur l'entente avec les juridictions pour la surveillance des régimes dont les participants relèvent. La participation à cette rencontre permet d'assurer une cohérence dans les réglementations des provinces canadiennes.	1 697,34 \$	Winnipeg, Manitoba	Geneviève Cossette	Responsable d'équipe	21 au 23 mai 2024	423,52	137,75	1 115,67	20,40		1 697,34 \$
									Avion + taxi	Indemnités		
Forum QSM (Quantitative Software management)	Cette rencontre est une occasion d'échanger avec les administrateurs de régimes de retraite qui participent à QSM. Elle permet de discuter des bonnes pratiques en matière d'administration de régimes de retraite du secteur public.	5 282,98 \$	Victoria, Colombie-Britannique	François Hallée et Julie Marois	Actuaire intégrateur et actuaire	25 au 28 juin 2024	2 031,54	196,45	2 936,13	118,86		5 282,98 \$
									Avion + taxi	Indemnités		
Réunion de l'ACOR 2024 (Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite)	Échanger avec des pairs des autres provinces sur les régimes complémentaires de retraite et sur l'entente avec les juridictions pour la surveillance des régimes dont les participants relèvent. La participation à cette rencontre permet d'assurer une cohérence dans les réglementations des provinces canadiennes.	1 583,81 \$	Edmonton, Alberta	Jonathan Bolduc	Directeur général	6 au 8 octobre 2024	217,10	32,52	1 322,69	11,50		1 583,81 \$
									Avion + taxi	Indemnités		
Forum QSM (Quantitative Software management)	Cette rencontre est une occasion d'échanger avec les administrateurs de régimes de retraite qui participent à QSM. Elle permet de discuter des bonnes pratiques en matière d'administration de régimes de retraite du secteur public.	3 454,34 \$	Niagara-on-the-Lake, Ontario	Mathieu Chamberland et François Hallée	Directeur général et actuaire intégrateur	4 au 6 novembre 2024	833,36	150,34	2 392,81	77,83		3 454,34 \$
									Avion + location auto + taxi	Indemnités		
Forum annuel des régimes de retraite organisé par Northwind Professional Institute	Ce forum permet aux cadres supérieurs d'entreprises et organismes de réglementation sur les régimes de retraite d'échanger sur les régimes de retraite.	4 431,24 \$	Cambridge, Ontario	Jonathan Bolduc	Directeur général	6 au 8 novembre 2024		50,79	860,05	20,40	3 500,00	4 431,24 \$
									Avion + stationnement	Indemnités	Incluant hôtel et repas	
<b>sous-total : Régimes complémentaires de retraite</b>		<b>16 449,71 \$</b>					<b>3 505,52 \$</b>	<b>567,85 \$</b>	<b>8 627,35 \$</b>	<b>248,99 \$</b>	<b>3 500,00 \$</b>	<b>16 449,71 \$</b>
<b>c- Programme d'aide à la famille :</b>												
<b>sous-total : Programme d'aide à la famille</b>		<b>0,00 \$</b>					<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>d- Administration générale :</b>												
<b>sous-total : Administration générale</b>		<b>0,00 \$</b>					<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>Total 2 - Rencontres pour l'évolution ou l'administration des programmes :</b>		<b>16 449,71 \$</b>					<b>3 505,52 \$</b>	<b>567,85 \$</b>	<b>8 627,35 \$</b>	<b>248,99 \$</b>	<b>3 500,00 \$</b>	<b>16 449,71 \$</b>
<b>TOTAL GLOBAL :</b>		<b>16 449,71 \$</b>					<b>3 505,52 \$</b>	<b>567,85 \$</b>	<b>8 627,35 \$</b>	<b>248,99 \$</b>	<b>3 500,00 \$</b>	<b>16 449,71 \$</b>

**TITRE 2 : Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :**

- a) les raisons du déplacement;**
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) les coûts ventilés.**

Aucun voyage en avion ou hélicoptère au Québec n'a été fait par les dirigeants de Retraite Québec en 2024.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de Retraite Québec en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-deplacement-president.aspx>.

**TITRE 3 :** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Web de Retraite Québec en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 24**) : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-pub-promotion.aspx>

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

**TITRE 4 :** Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucune dépense de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements n'a été faite en 2024.

**TITRE 5 : La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :**

**Organisée par le ministère ou l'organisme :**

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie;

**Données par un professionnel ou une firme externe :**

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Nom de la formation ou de l'activité	Fournisseurs	Coût	But visé
Relations avec les médias	Marie Laroche - Communication de crise.	4,300,00 \$	Développer des techniques de communication
L'écriture stratégique	Digital River	386,82 \$	Développer des techniques de communication
Sommet communication - Marketing citoyen 2024	Groupe Infopresse inc.	351,20 \$	Développer des techniques de communication
Formations Infopresse	Groupe Infopresse inc.	647,44 \$	Développer des techniques de communication
Une boîte à outils en langage clair et simple	Une boîte à outils en langage clair et simple	100,00 \$	Développer des techniques de communication
Sommet des médias sociaux 2024	Formations Infopresse	479,00 \$	Développer des techniques de communication
Organisation d'un événement	Isarta Inc.	299,00 \$	Développer des techniques de communication
Rédiger clairement pour des contenus compris dès la première lecture	Autrement dit - Services-conseils de réécriture en langage clair et simple	850,00 \$	Développer des techniques de communication
Simplifier sans niveler par le bas (Volets 1 et 2)	Magistrad	1 380,00 \$	Développer des compétences en communication numérique
Rédiger avec l'IA générative : avantages, limites et impacts en milieu de travail	Université Laval - Service du développement professionnel	190,00 \$	Développer des compétences en communication numérique
Communiquer : captiver l'auditoire et susciter l'adhésion	Technologia Formation.	315,00 \$	Développer des compétences en intégration Web

**TITRE 5 :** La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'écriture stratégique	Acti-Com	122.50 \$	Développer des techniques de communication
Rédaction - Techniques d'écriture	Groupe Conseil CFC inc.	337,50 \$	Développer des compétences en communication numérique
Développer son esprit de synthèse et rédiger avec concision	Accent Formation	1 300,00 \$	Développer des techniques de communication
Réussir vos présentations : gagner en impact en classe virtuelle	AFI par Edgenda	2 400,00 \$	Développer des techniques de communication
<b>Total 2023</b>		13 458,46 \$	

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de Retraite Québec, en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) :

<https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-de-formation.aspx>

**TITRE 6 :** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Contrats de services professionnels : SECTION A

Acquisitions des services techniques : SECTION B

Acquisitions de biens : SECTION C

Contrats de construction : SECTION D

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 6a : Liste des acquisitions en services professionnels - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
9168-1742 QUEBEC INC	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE «L'ART DE SURFER SUR LE CHANGEMENT : OUTILS ET STRATÉGIES»	5 500,00\$
ACCENT FORMATION	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «DÉVELOPPER SON ESPRIT SYNTHÈSE ET RÉDIGER AVEC CONCISION»	1 950,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 400,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ACTI-COM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «L'ÉCRITURE STRATÉGIQUE»	2 450,00\$
ADULTES RESPONSABLES INC.	GRÉ À GRÉ	CRÉATION DE CONTENU ET PUBLICATION	7 000,00\$
ALIAS FORMATION INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ARTICULATE 360»	3 000,00\$
ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN PRÉSENTIEL «L'INTENSITÉ NUMÉRIQUE»	1 675,00\$
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	GRÉ À GRÉ	COURS D'ANGLAIS EN LIGNE	1 530,00\$
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	GRÉ À GRÉ	COURS D'ANGLAIS EN LIGNE	7 650,09\$
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	GRÉ À GRÉ	COURS DE FRANÇAIS EN LIGNE	1 530,00\$
BARREAU DE QUEBEC (FORMATION) QUEBEC	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 855,00\$
BARREAU DU QUEBEC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «TECHNIQUE DE PLAIDOIRIE»	4 715,00\$
BERGERON DEAN	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE "OSEZ OSER"	1 500,00\$

**TITRE 6a : Liste des acquisitions en services professionnels - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
CAMPUS LEAN INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «SYSTÈME DE GESTION AU QUOTIDIEN»	1 800,00\$
CAPTOSEC INC.	GRÉ À GRÉ	SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU MANDAT D'AUDIT INFONUAGIQUE	8 800,00\$
CEGEP MARIE VICTORIN	GRÉ À GRÉ	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	6 800,00\$
CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE DE QUEBEC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «RELAYEUR EN PRÉVENTION DU SUICIDE»	1 075,00\$
CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE DE QUEBEC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «RELAYEUR EN PRÉVENTION DU SUICIDE»	1 075,00\$
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE	GRÉ À GRÉ	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	20 000,00\$
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE	GRÉ À GRÉ	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	20 000,00\$
CENTRE MICROBUR INC.	GRÉ À GRÉ	ATELIER DE DICTÉE EN LIGNE	1 500,00\$
CLAUDE MARTIN	GRÉ À GRÉ	CONTRAT ARBITRAGE RREGOP	15 000,00\$
CLINIQUE SPECTRUM INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION MÉDICALE CONTINUE DE LA DEEM	1 500,00\$
COLLEGE AVALON - 9075-3815 QUEBEC INC	GRÉ À GRÉ	COURS D'ANGLAIS DE GROUPE EN LIGNE	3 900,00\$
COLLEGE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIETES	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN GOUVERNANCE SUR LE RÔLE DU COMITÉ CHARGÉ DES POLITIQUES DE PLACEMENT	6 125,00\$
DENIS BASTILLE EMMANUELLE	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE: ANXIÉTÉ ET PERFECTIONNISME	2 550,00\$
DRE BERUBE ARLINE-AUDE	GRÉ À GRÉ	FORMATION MÉDICALE CONTINUE DE LA DEEM	1 500,00\$
ECOLE DES DIRIGEANTS HEC MONTREAL	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «HABILETÉS POLITIQUES DANS LES ORGANISATIONS»	2 195,00\$
EVEIL CONSEIL	GRÉ À GRÉ	PARCOURS DE COACHING DE GESTION POUR LEADERS STRATÉGIQUES	2 600,00\$
EVEIL CONSEIL	GRÉ À GRÉ	PARCOURS DE COACHING DE GESTION POUR LEADERS STRATÉGIQUES	2 600,00\$
FIFALDE CONSEIL INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ISO 3100 RISK MANAGER»	2 250,00\$
FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUEBECOISE	GRÉ À GRÉ	COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES - PRÉSENTIEL	9 000,00\$
FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUEBECOISE	GRÉ À GRÉ	COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES - VIRTUEL	6 300,00\$
GABY DA SILVA, COACHING	GRÉ À GRÉ	FORMATION SUR L'APPROCHE COACHING	15 600,60\$

**TITRE 6a : Liste des acquisitions en services professionnels - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE: OPTIMISER LA GESTION EN MODE HYBRIDE	3 000,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 1 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	1 800,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 2 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	3 200,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 2 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	1 890,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 3 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	1 890,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 3 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	1 800,00\$
GESTION CONSEIL MARIO COTE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ATELIER 3 - L'EXERCICE DU RÔLE-CONSEIL»	1 800,00\$
GROUPE CFC	GRÉ À GRÉ	FORMATION - AGIR AVEC SOUPLESSE DANS L'AMBIGUÏTÉ	2 600,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ADMINISTRATION AUTOMATISÉE AVANCÉE ET CRÉATION D'OUTILS À L'AIDE DE POWERSHELL»	1 695,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «LES ESSENTIELS DU COACHING»	1 190,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «MISE EN OEUVRE ET GESTION DE MICROSOFT INTUNE»	1 485,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MICROSOFT AZURE»	1 190,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MICROSOFT AZURE»	1 190,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «RÉUSSIR VOS PRÉSENTATIONS : GAGNER EN IMPACT EN CLASSE VIRTUELLE»	3 000,00\$
GROUPE EDGENDA INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «SAFE® 6 LEAN PORTFOLIO MANAGEMENT»	1 710,00\$
INSTITUT DE LA GESTION FINANCIERE DE QUEBEC	GRÉ À GRÉ	FORFAIT DE FORMATION EN LIGNE ET PRÉSENTIEL - PASSEPORT IGF-QUÉBEC	1 600,00\$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES MONTREAL	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «NOUVELLES NORMES DE L'IIA 2025»	2 900,00\$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES MONTREAL	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «PROGRAMME DE FORMATION MENANT À LA CERTIFICATION CIA»	1 200,00\$
LA PLANIFICATRICE	GRÉ À GRÉ	FORMATION SUR LA GESTION DE TEMPS ET DES PRIORITÉS	3 097,00\$
LEADERZONE INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «ENGAGER SON ÉQUIPE DANS L'ATTEINTE DES RÉSULTATS»	23 760,00\$

**TITRE 6a : Liste des acquisitions en services professionnels - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
LEARNING TREE INTERNATIONAL	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «CERTIFIED INFORMATION SECURITY MANAGER»	4 239,13\$
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	GRÉ À GRÉ	SERVICES D'UN KINÉSIOLOGUE POUR DIRIGER LE CLUB DE MARCHÉ	1 959,90\$
LES PLACEMENTS MGT LTEE	GRÉ À GRÉ	DIVERS TRAVAUX ET LOYER SUPPLÉMENTAIRE SUITE À UN DÉGÂT D'EAU AU BUREAU DE ROUYN-NORANDA	19 289,23\$
NATACHA LECOMPTE	GRÉ À GRÉ	CONTRAT ARBITRAGE SUBSTITUT RREGOP	15 000,00\$
OKAZY CONSEILS INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «LA GESTION DES BÉNÉFICES»	1 450,00\$
PARÉ, OUELLET, BIGAOUETTE ET ASSOCIÉS	GRÉ À GRÉ	HUISSIERS DE JUSTICE	3 500,00\$
POINT CARDINAL INC.	GRÉ À GRÉ	ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU CA DE RETRAITE QUÉBEC	3 100,00\$
POINT EN ADMINISTRATION SANTE	GRÉ À GRÉ	COLLOQUE CYBERSÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	3 500,00\$
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «PROFESSIONAL SCRUM PRODUCT OWNER»	1 695,00\$
RESEAU ACTION TI	GRÉ À GRÉ	COLLOQUE - JIQ L'ÉVÉNEMENT AFFAIRES ET TI	13 050,00\$
SEBASTIEN BEAUREGARD	GRÉ À GRÉ	CONTRAT ARBITRAGE SUBSTITUT RREGOP	15 000,00\$
SEBASTIEN BEAUREGARD	GRÉ À GRÉ	CONTRAT ARBITRAGE SUBSTITUT RRPE	15 000,00\$
SERVICE D'INTERPRETATION VISUELLE ET TACTILE	GRÉ À GRÉ	SERVICE D'INTERPRÈTE	2 400,00\$
SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE L'EST QUEBEC INC.	GRÉ À GRÉ	SERVICES D'INTERPRÉTARIAT POUR NOS EMPLOYÉS MALENTENDANTS	17 820,00\$
SERVICES CONSEILS HARDY	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN PRÉSENTIEL «PRODUIRE ET INTERPRÉTER DES STATISTIQUES AVEC SAS ET ENTERPRISE GUIDE»	1 225,00\$
SERVIRPLUS	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE: LA RÉSILIENCE, C'EST POSSIBLE	1 275,00\$
SOLUTIONS BOOSTA INC.	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION DE FORMATIONS	22 000,00\$
SOLUTIONS SWISSNOVA GLOBAL INC	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «CERTIFICATION NOVA GLOBAL»	1 960,00\$
TECHNOLOGIA	GRÉ À GRÉ	FORMATION EN LIGNE «INFLUENCE : FAIRE AVANCER SES IDÉES ET SES PROJETS DANS L'ORGANISATION»	2 500,00\$
VALERIE GRANDBOIS	GRÉ À GRÉ	PRÉSENTATION INTRAPRENEURIAT	4 268,00\$
VISÉE DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL ET HUMAIN	GRÉ À GRÉ	ATELIER - FORMATION SUR LA GESTION DE RÉUNIONS EFFICACES	16 200,00\$

**TITRE 6b : Liste des acquisitions en services techniques - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
9246-9394 QUÉBEC INC. LA CAGE TRAITEUR	GRÉ À GRÉ	RENCONTRE DES CADRES, CHEFS DE DIVISION ET D'ÉQUIPE (PLAN STRATÉGIQUE)	14 000,00\$
AMJ CAMPBELL-9205-6126 QUEBEC INC	GRÉ À GRÉ	FRAIS DE DISPOSITION DU MOBILIER	13 250,00\$
ASETIN	GRÉ À GRÉ	FRAIS D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS INFORMATIQUE ET GÉNIE LOGICIEL	6 000,00\$
CABLEVISION DU NORD QUEBEC INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU SERVICE INTERNET À ROUYN-NORANDA	4 136,15\$
CINÉMA LE CLAP PSF INC.	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE SALLE (MENTIONS D'EXCELLENCE)	1 935,00\$
COGECO CABLE INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU SERVICE INTERNET À DRUMMONDVILLE	3 776,40\$
COGECO CABLE INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU SERVICE INTERNET À RIMOUSKI	3 776,40\$
DANIEL LAFRENIERE INC.	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE SUR L'EXPÉRIENCE-CLIENT ET L'EXPÉRIENCE-EMPLOYÉ	4 000,00\$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE BROCHURES «QUAND ARRIVE LA RETRAITE»	3 149,34\$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE BROCHURES «SEHNSE»	4 108,78\$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE DÉPLIANTS «PLANIFIEZ VOTRE RETRAITE GRÂCE À MON DOSSIER»	18 899,60\$
ENVELOPPE CONCEPT INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION D'ENVELOPPES	2 834,75\$
ENVELOPPE CONCEPT INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION D'ENVELOPPES	6 513,50\$
ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION D'ENVELOPPES	20 045,00\$
FADOQ - RÉGION DE L'OUTAOUAIS	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE KIOSQUE POUR LE SALON DISTINCTION 50+	1 455,00\$
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	GRÉ À GRÉ	ESPACES DE STATIONNEMENT AU 1055, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST	10 876,80\$
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	GRÉ À GRÉ	SERVICE DE RÉPARATION D'UNE POIGNÉE DE PORTE AU 1055, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST	1 507,57\$
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	GRÉ À GRÉ	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER DES RÉFRIGÉRATEURS AU 1055, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST	3 337,00\$

**TITRE 6b : Liste des acquisitions en services techniques - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
GRAPHICA IMPRESSION INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE DÉPLIANTS «BIENVENUE AU RÉGIME DE RENTE DU QUÉBEC»	7 285,40\$
GROUPE AUDAZ INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE FORMULAIRES	9 180,00\$
GROUPE AUDAZ INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE FORMULAIRES	5 979,00\$
GROUPE MAGNITUDE INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE FORMULAIRES	11 540,00\$
GROUPE PRO-EXPO	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE KIOSQUE CARREFOUR 50+	1 650,00\$
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DU GUIDE DU PRESTATAIRE RREGOP ET RRPE	2 769,00\$
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE DÉPLIANTS «LA COORDINATION DE VOTRE RÉGIME DE RETRAITE»	2 066,28\$
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DE FORMULAIRES	3 251,17\$
IRON MOUNTAIN	GRÉ À GRÉ	DESTRUCTION HORS SITE DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS À MONTRÉAL	4 500,00\$
LE 47E PARALLELE	GRÉ À GRÉ	TRAITEUR - ÉVÉNEMENT DES 25 ANS DE SERVICE DANS LA FONCTION PUBLIQUE	7 000,00\$
LE PUB UNIVERSITAIRE INC.	GRÉ À GRÉ	TRAITEUR - RENCONTRE DES CADRES	1 600,00\$
LE SALON PARENTS ENFANTS INC.	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE KIOSQUE LE SALON PARENTS ENFANTS	1 450,00\$
LES CONFÉRENCES SONIA LUPIEN INC.	GRÉ À GRÉ	CONFÉRENCE: COMMENT RÉINVENTER LE TRAVAIL POUR DIMINUER LE STRESS	5 500,00\$
LES COPIES DE LA CAPITALE INC.	SUR INVITATION	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION	3 157,84\$
LES STATIONNEMENTS PARKEO INC.	GRÉ À GRÉ	ENGAGEMENT POUR LA LOCATION D'ESPACE DE STATIONNEMENT À PLACE DE LA CITÉ	3 222,00\$
LIFTOW DE QUEBEC	GRÉ À GRÉ	SERVICE DE RÉPARATION DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS	5 000,00\$
MICROSOFT CANADA INC.	GRÉ À GRÉ	ENGAGEMENT FINANCIER POUR LA RÉPARATION DES PORTABLES HYBRIDES	4 000,00\$

**TITRE 6b : Liste des acquisitions en services techniques - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
MONTMARTRE	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE SALLE (PLAN STRATÉGIQUE)	2 375,00\$
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	SUR INVITATION	MAINTENANCE ET SOUTIEN TECHNIQUE DES NUMÉRISSEURS KODAK I4250	20 020,00\$
PITNEY BOWES	GRÉ À GRÉ	ENTRETIEN DE LA TIMBREUSE CONNECT PLUS ET DE L'EMPILEUR PITNEY BOWES	3 288,12\$
QUADIENT CANADA LTEE	GRÉ À GRÉ	ENTRETIEN DE L'INSÉREUSE ET TABLE ÉLECTRIQUE	3 096,97\$
RESEAU GLOBAL-WATCH	GRÉ À GRÉ	ADHÉSION À LA PLATEFORME GLOBAL-WATCH	8 900,00\$
RRSPT	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT À LA PLATEFORME EN LIGNE LIFESPEAK	23 184,60\$
SATIR PRODUCTIONS INC.	GRÉ À GRÉ	SERVICES DE SONORISATION POUR RENCONTRE SUR LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	21 063,00\$
SERVICE DE BUREAU EXPERT	GRÉ À GRÉ	ENTRETIEN ET RÉPARATION BROCHEUSES ET HORODATEURS	8 000,00\$
SONOPTIK INC.	GRÉ À GRÉ	SONORISATION ET AUDIO VISUEL - RENCONTRE DES CADRES 2024	4 500,00\$
STANEX INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN D'UNE BATTERIE D'ALIMENTATION UPS	2 595,00\$
SUPREMEX INC	SUR INVITATION	IMPRESSION D'ENVELOPPES	3 487,50\$
TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY	GRÉ À GRÉ	INSPECTION ET ENTRETIEN DU SYSTÈME À PRÉACTION	3 716,00\$
VIDEOTRON LTEE	GRÉ À GRÉ	SERVICE INTERNET À GATINEAU	4 534,20\$
VIDEOTRON LTEE	GRÉ À GRÉ	SERVICE INTERNET À SAGUENAY	4 534,20\$
VIDEOTRON LTEE	GRÉ À GRÉ	SERVICE INTERNET À SHERBROOKE	4 534,20\$
WBNBC	GRÉ À GRÉ	LOCATION DE KIOSQUE: SALON EMPLOI ET FORMATION	15 000,00\$

**TITRE 6c : Liste des acquisitions en biens - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
ADRENALINE SOLUTIONS D'AFFAIRES INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR MAIL IT SAFE	23 060,00\$
AMEUBLEMENTS TANGUAY	SUR INVITATION	ACQUISITION DE RÉFRIGÉRATEURS	13 009,90\$
ARTICULATE	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT À LA LICENCE ARTICULATE 360	9 125,65\$
AUDIOTHEQUE L'OREILLE QUI LIT	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT AU SERVICE D'APPEL SUR SERVEUR VOX DE L'AUDIOTHÈQUE	1 650,00\$
B2B CYBER SECUR INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DES LICENCES LANSWEEPER	6 600,00\$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	CONTRAT POUR L'UTILISATION DE LIGNES CENTREX	12 000,00\$
CDW CANADA CORP.	SUR INVITATION	ACQUISITION DE LICENCES SNAGIT	5 896,20\$
CDW CANADA CORP.	SUR INVITATION	LICENCES PLURALSIGHT BUSINESS - PROFESSIONNAL	2 313,69\$
CDW CANADA CORP.	SUR INVITATION	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DE LA LICENCE AUDIT & REPORTING ET EFT SERVER	4 990,25\$
CDW CANADA CORP.	SUR INVITATION	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR SHAREGATE	20 528,75\$
COLLEGE DES MEDECINS DU QUEBEC	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT À LA LISTE DES MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC	8 500,00\$
COMMUNICATION CNW	GRÉ À GRÉ	LICENCE DE REDISTRIBUTION CNW	21 910,04\$
CONCEPT BUREAU INC.	PUBLIC	ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU	19 801,00\$
COREL CORPORATION	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR MINDMANAGER	17 083,00\$
CYBER 3D	SUR INVITATION	RENOUVELLEMENT DES LICENCES ANTIDOTE	10 989,38\$
DE MARQUE INC.	GRÉ À GRÉ	LICENCES « LE PETIT ROBERT »	1 402,50\$
DIRECT IMPACT SERVICES INC.	SUR INVITATION	ABONNEMENT À LA LICENCE FILEMAKER	18 970,00\$
DOCUFLEX	GRÉ À GRÉ	DISQUE DUR POUR IMPRIMANTE EN LOCATION	1 311,00\$
EMBLM	SUR INVITATION	ACQUISITION DE TABLES ASSIS-DEBOUT	18 300,00\$
FORMATION PRÉVENTION SECOURS	GRÉ À GRÉ	AFFICHES POUR TROUSSES DE PREMIERS SECOURS	1 799,40\$
FORTRA'S TERRANOVA SECURITY	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT TERRANOVA	24 259,31\$

**TITRE 6c : Liste des acquisitions en biens - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
GOSELIN PHOTO VIDEO INC	GRÉ À GRÉ	ACHAT D'APPAREIL PHOTO POUR LA DGCOM	2 417,92\$
GRAITEC INC.	SUR INVITATION	RENOUVELLEMENT DE NOS ABONNEMENTS AUTOCAD	3 918,00\$
GRAITEC INC.	SUR INVITATION	RENOUVELLEMENT DE NOS ABONNEMENTS AUTOCAD	3 265,00\$
GRANDITE	GRÉ À GRÉ	ENTRETIEN LICENCES SILVERRUN	3 000,00\$
GROUPE APTAS INC.	GRÉ À GRÉ	BOITE DEPOPAXX	2 225,50\$
GROUPE CONSEIL INTEGRIM	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION D'UNE LICENCE TEMPORAIRE KOFAX CAPTURE	7 903,27\$
ITI INC.	SUR INVITATION	ACQUISITION DE CASQUES PLANTRONICS ET ADAPTATEURS	7 615,27\$
ITI INC.	SUR INVITATION	ACQUISITION D'UN SERVEUR POUR LA SOLUTION BO	4 250,00\$
ITI INC.	SUR INVITATION	IMPRIMANTE À CHÈQUE	4 452,50\$
ITI INC.	SUR INVITATION	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES LICENCES CISCO ANYCONNECT APEX	5 260,00\$
LES BOUTIQUES MÉTIERS D'ART DU QUEBEC	GRÉ À GRÉ	ACHAT DE CADEAUX POUR LES DÉPARTS À LA RETRAITE	10 625,00\$
LES SOLUTIONS XMEDIUS INC.	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'ENTRETIEN POUR XMEDIUSFAX	3 688,74\$
LEXISNEXIS CANADA INC.	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT LEXIS NEXIS	8 305,80\$
LEXISNEXIS CANADA INC.	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT LEXIS NEXIS	22 998,48\$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	GRÉ À GRÉ	LICENCES POWERSHELL STUDIO	1 733,00\$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	SUR INVITATION	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES LICENCES ERWIN DATA MODELER WORKGROUP	8 550,00\$
MONSIEUR STORE INC.	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION ET INSTALLATION DE TOILES SOLAIRES POUR L'IMMEUBLE À MONTRÉAL	19 420,00\$
NCC GROUP SOFTWARE RESILIENCE	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR LE SERVICE D'ENTIERCEMENT ARIEL	6 460,00\$
NEDCO	SUR INVITATION	FOURNITURE POUR TRAVAUX DE CÂBLAGE	6 648,00\$
NETWRIX	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR PASSWORD POLICY ENFORCER	7 599,08\$
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION DE CONSOMMABLES POUR LES NUMÉRISSEURS KODAK	1 829,00\$

**TITRE 6c : Liste des acquisitions en biens - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION DE NUMÉRISEUR	1 200,00\$
NORTHERN MICRO INC.	SUR INVITATION	ACHAT DE CLAVIERS ACNOR	11 500,00\$
OMER DESERRES INC.	GRÉ À GRÉ	ACHAT DE CADRES POUR LES DÉPARTS À LA RETRAITE	1 300,00\$
OPEN TEXT CORPORATION	GRÉ À GRÉ	ENTRETIEN DES LICENCES RIGHT FAX	9 157,54\$
PATCH MY PC	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT PATCH MY PC	12 543,20\$
PROPULSION TECHNOLOGIES INC	GRÉ À GRÉ	UTILISATION DE LA PLATEFORME PROPULSION POUR LE DÉFI ACTIF ANNUEL	3 000,00\$
PUBLICATIONS MASS-MEDIA INC.	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT - LE COURRIER PARLEMENTAIRE	3 250,00\$
REFINITIV CANADA HOLDINGS LIMITED	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT DATASTREAM	22 048,00\$
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	GRÉ À GRÉ	ABONNEMENT À LA LICENCE OPENFIELD	7 117,00\$
RESEAU INTERNET QUEBEC	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'HÉBERGEMENT DE L'OUTIL DE SONDAGE EN LIGNE LIMESURVEY	2 601,00\$
RESEAU INTERNET QUEBEC	GRÉ À GRÉ	RENOUVELLEMENT DE L'HÉBERGEMENT DES NOMS DE DOMAINES	1 937,95\$
SERVICE PCC	GRÉ À GRÉ	ACHAT ET INSTALLATION D'UN REFROIDISSEUR D'EAU	2 114,29\$
SOFTCHOICE LP	SUR INVITATION	ENTRETIEN LICENCES DYNAMIC PDF MERGER ET ABONNEMENT LICENCE DYNAMIC PDF PRO	19 740,00\$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	SUR INVITATION	ACQUISITION DE LICENCES ACROBAT PRO	5 180,94\$
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	SUR INVITATION	RENOUVELLEMENT DES LICENCES ET DES ABONNEMENTS MCAFEE ET SHAREPOINT	11 520,80\$
TELEBEC S.E.C.	GRÉ À GRÉ	AJOUT D'UNE LIGNE CENTREX	1 461,24\$
TELUS COMMUNICATIONS INC	GRÉ À GRÉ	ACHAT DE LICENCES AVAYA MESSAGING	18 853,76\$
XEROX CANADA LTEE	GRÉ À GRÉ	ACQUISITION ET ENTRETIEN DE LICENCES PAPER CUT	6 837,30\$

**TITRE 6d : Liste des acquisitions en construction - plus de 1 000 \$ et moins de 25 000 \$ pour la période du 2024-01-01 au 2024-12-31.**

Nom du fournisseur	Type	Description	Montant
ELB INC.	GRÉ À GRÉ	TRAVAUX SUITE À DES DÉGÂTS D'EAU	3 000,00\$

**TITRE 7 :** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 8 :** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 9 :** Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Aucune pénalité appliquée à des sous-traitants dans les projets initiés en 2024.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Web gouvernemental du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

**TITRE 10 : Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :**

- a) les coûts estimés par année;**
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**
- d) la liste des fournisseurs;**
- e) une copie du plan de déploiement.**

**b) Coût totaux réels pour l'hébergement de données**

Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données pour 2024 sont de 6 520 333 \$.

**c) Coûts pour pénalités pour dépassement de capacité**

La facturation est émise en fonction de la consommation donc la notion de pénalité ne peut s'appliquer.

**d) Liste des fournisseurs**

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

[https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels\\_d\\_offres\\_et\\_acquisitions/Courtier\\_en\\_infonuagique/LI\\_pres\\_tataires\\_qualifies\\_AO\\_courtier.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_pres_tataires_qualifies_AO_courtier.pdf).

**TITRE 11 :** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

**État de situation au 31 décembre 2024**

	<b>31 décembre 2024</b>
a) Photocopies	118 700 \$
b et c) Mobilier de bureau et ameublement	228 600 \$
d) Décoration et embellissement	3 000 \$
e) Distributeurs d'eau de source	300 \$
f) Remboursement des frais de transport	228 000 \$
g) Remboursement des frais d'hébergement	154 700 \$
h) Remboursement des frais de repas	73 500 \$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) Frais d'inscription à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement	671 500 \$
<b>Total</b>	<b>1 478 300 \$</b>

**TITRE 12 :** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Bureau du président-directeur général et des vice-présidents, ainsi que les membres du conseil d'administration.

Élément	Coûts
Coûts des frais d'itinérance	76,24 \$
Coûts liés aux dépassements des forfaits de données	0,00 \$
Coûts de résiliation	0 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de Retraite Québec (<https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/contrats-telecom.aspx>) en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1, r. 2) (paragraphe 25 de l'article 4).

**TITRE 13a :** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13b :** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13c : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**  
**c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13d : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13e : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13f : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**  
**f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13g : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13h : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**TITRE 13i : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13j :** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13k : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13I :** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

**I) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13m : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**  
**m) le nombre d'employés permanents et temporaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13n : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13o : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.**

Aucun poste n'a été aboli à Retraite Québec en 2024.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**TITRE 13p : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 13q : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

Nombre de postes	Retraite Québec 31 décembre 2024
Postes vacants <sup>1</sup>	11

Étant donné le contexte actuel, les postes vacants ne sont plus nécessairement pourvus dans la même région que celle où ils étaient occupés auparavant.

Au 31 décembre 2024, 83 % des postes occupés étaient situés dans la Capitale-Nationale, 10 % à Montréal et 7 % dans les autres régions du Québec.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

<sup>1</sup> Le nombre de postes vacants correspond au nombre de postes affichés et non comblés pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 31 décembre 2024.

**TITRE 13r : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :**

**r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1<sup>er</sup> novembre 2024.**

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**TITRE 14a : Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :**

**a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 14b : Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :**

**b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Pour l'exercice 2024, les remplacements sont effectués selon les besoins organisationnels ainsi qu'en cohérence avec les orientations gouvernementales.

**TITRE 14c : Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :**  
**c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	0

**TITRE 15 : Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées en 2024 par bureau visé :

BUREAUX VISÉS	COÛT D'AMÉNAGEMENT* DEPUIS LE 1 <sup>er</sup> JANVIER
Montréal	14 562,21 \$
Québec Jacques-Parizeau	1 193 593,71 \$
Québec Boulevard Laurier	1 181 450,28 \$
Rouyn-Noranda	8 826,58 \$
Trois-Rivières	194 716,38 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 593 149,16 \$</b>

e) Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures (SQI), Retraite Québec conclut des ententes d'occupation avec la SQI qui sont renouvelées annuellement. Pour les immeubles qui ne sont pas la propriété de la SQI, la durée des baux varie de 5 années à 15 années.

g) Retraite Québec n'a déboursé aucun frais de résiliation de bail en 2024.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-location-immeubles.aspx>.

\* Les coûts d'aménagement pour le bureau du 475, Jacques-Parizeau ont été inscrits en cours pour l'année 2024.

**TITRE 15 : Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes au 31 décembre 2024.**

LOCALISATION DES BUREAUX	TYPE ESPACE	SUPERFICIE RÉELLE OCCUPÉE M <sup>2</sup>	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENT* DEPUIS LE 1 <sup>er</sup> JANVIER	ÉCHÉANCE DES BAUX	COMMENTAIRES (PROPRIÉTAIRES)
<b>Drummondville</b> 309, rue Brock	Bureau	162,57	40 839,90 \$	0,00 \$	Échéance : Propriété SQI	Société québécoise des infrastructures
<b>Gatineau</b> 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Bureau	206,37	57 862,05 \$	0,00 \$	Échéance : Propriété SQI	Société québécoise des infrastructures
<b>Montréal</b> 1055, boulevard René-Lévesque Est	Bureau Atelier	3 394,83 19,70	970 610,01 \$	14 562,21 \$	Échéance : 2031-08-31	Gestion 1055 René-Lévesque Est inc.
<b>Québec</b> 425, rue Jacques-Parizeau	Bureau Entrepôt Atelier	2 575,04 135,82 -	896 644,85 \$	1 193 593,71 \$	Échéance : 2038-03-31	Édifice 500 Grande Allée Est inc.
<b>Québec</b> 200, chemin Sainte-Foy	Entrepôt	871,99	138 498,70 \$	0,00 \$	Échéance : 2030-04-30	Whiterock 200 Ste-Foy inc.
<b>Québec</b> 2600, boulevard Laurier	Bureau Entrepôt Vélo	28 094,51 745,00 52,48	8 531 683,53 \$	1 181 450,28 \$	Échéance : 2029-03-31	Complexe Place de la Cité inc.
<b>Rimouski</b> 337, rue Moreault	Bureau	125,72	25 485,35 \$	0,00 \$	Échéance : Propriété SQI	Société québécoise des infrastructures
<b>Rouyn-Noranda</b> 33, rue Gamble Ouest	Bureau	133,09	39 820,72 \$	8 826,58 \$	Échéance : 2025-05-31	Placements M.G.T. Itée
<b>Saguenay</b> 245, rue Riverin	Bureau	96,71	25 120,28 \$	0,00 \$	Échéance : 2029-05-31	Place Haute-Ville Chicoutimi inc.
<b>Sherbrooke</b> 200, rue Belvédère Nord	Bureau	185,02	40 019,16 \$	0,00 \$	Échéance : Propriété SQI	Société québécoise des infrastructures
<b>Trois-Rivières</b> 1481, rue Notre-Dame Centre	Bureau	650,82	125 843,28 \$	0,00 \$	Échéance : 2025-03-08	Développement Olymbec inc.
<b>Trois-Rivières</b> 225 rue des Forges	Bureau	1 009,51	73 410,04 \$	194 716,38 \$	Échéance : 2025-12-31	Développement Olymbec inc.
<b>TOTAL</b>		<b>38 459,18</b>	<b>10 965 837,87 \$</b>	<b>2 593 149,16 \$</b>		

\*Les coûts d'aménagement pour le bureau du 475, Jacques-Parizeau ont été inscrits en cours pour l'année 2024.

**TITRE 16 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :**

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel;**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures, Retraite Québec n'avait aucun actif immobilier excédentaire inoccupé en 2024.

**TITRE 17 :** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun travaux de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux dans les espaces occupés par la haute direction n'a eu lieu en 2024-2025.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**TITRE 18 :** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 19 :** Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Le concept de budget discrétionnaire n'existe pas à Retraite Québec.

**TITRE 20 :** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

Aucun membre du personnel n'est identifié hors structure. Tous les membres du personnel rémunéré par Retraite Québec occupent un poste.

**TITRE 21 :** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 22 :** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 23 :** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

En 2024, aucun employé rémunéré par Retraite Québec n'a été affecté à d'autres organismes.

**TITRE 24 :** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

**Sommaire des abonnements au 31 décembre 2024**

<b>Les principaux fournisseurs sont</b>	<b>31 déc. 2024</b>
Gartner Inc. (site spécialisé de recherche, de veille et de services-conseils en technologies de l'information)	508 470 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Bibliothèque Cécile-Rouleau)	52 845 \$
Forrester Research Inc. (site spécialisé de recherche, de veille et de services-conseils en technologies de l'information)	48 803 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ – recherches juridiques)	7 424 \$
Getty Images (banque d'images et vidéos)	3 400 \$
Publications Mass-Média inc. (courrier parlementaire)	3 250 \$
Librairie Wilson & Lafleur (publication en droit)	2 064 \$
Thomson Reuters Canada (publication en droit)	1 740 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) (Portail d'approvisionnement)	1 500 \$
Les Éditions Wilson & Lafleur inc (publication en droit)	1 105 \$
<b>Total énuméré</b>	<b>630 601 \$</b>
Autres fournisseurs*	4 866 \$
<b>Total de la dépense</b>	<b>635 467 \$</b>

\*Les abonnements de moins de 1 000 \$ sont dans la catégorie « Autres fournisseurs ».

**TITRE 25 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Aucune somme n'a été déboursée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024 pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges ou des frais payés afin de devenir membre d'un club privé.

**TITRE 26 :** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

**Nom du site Web**

Retraite Québec

**Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Le site Web de Retraite Québec (informationnel et transactionnel) a été entièrement conçu et réalisé à l'interne. Il est en ligne depuis le 3 janvier 2016.

Retraite Québec étant née du regroupement de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), le site Web de Retraite Québec permet la consultation des contenus qui étaient sous la responsabilité de la RRQ et de la CARRA.

**Coût de construction du site**

Le site de Retraite Québec a été entièrement fait à l'interne par la Direction générale des communications. Par conséquent, il n'y a eu aucune dépense supplémentaire au budget de fonctionnement prévu.

**Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**

La Direction générale des communications assure, sur une base permanente, la gestion et l'évolution de l'offre de services Web de Retraite Québec (services transactionnels grand public, informationnels et interactifs).

Les travaux attribuables à la réalisation, l'entretien, la mise à jour et l'amélioration du site Web ont été effectués à l'interne et s'élèvent à 2 941 229 \$ pour l'année financière 2024. Aucun frais n'est relié à l'hébergement du site Web de Retraite Québec.

**Coût de modernisation ou de refonte**

s. o.

**Coûts liés à la réservation de noms de domaines**

Forfait au Réseau Internet Québec (RIQ) pour 50 noms de domaine et moins :  
136,55 \$ X 12 mois = **1 638,60 \$**

Coût d'hébergement avec RIQ-Service internet (forfait bronze – LINUX) : 299,40 \$

Au ministère de la Cybersécurité et du Numérique : 11,40 \$ par mois par nom de domaine, ou 124,20 \$ par année par nom de domaine, donc au total **2 359,80 \$**. (124,20 \$ X 19 noms de domaine).

Total global RIQ et MCN : **4 297,80 \$**

**TITRE 27 :** Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 28 :** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- f) l'objet;
- g) les dates.

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 30 : Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 31 :** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 32 :** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 33 :** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue à Retraite Québec.

**TITRE 34 :** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Le montant total et la ventilation des primes au rendement et bonis**

En 2024, Retraite Québec n'a versé aucune prime au rendement et aucun boni aux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein, aux membres du personnel d'encadrement, aux professionnels ou aux fonctionnaires.

**TITRE 35 :** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 36 :** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucun montant n'a été versé par Retraite Québec pour des primes de départ ou pour bris de contrat pour l'année 2024.

**TITRE 37 :** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 38 :** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 39 :** Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 40 : Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes :**

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

**a) La dépense totale (opération et capital)**

Le budget total est de **113 390,9 k\$** pour Retraite Québec.

L'information transmise correspond au budget en ressources informationnelles (RI) transmis au ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) dans le cadre de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PID).

	<b>PID 2024</b>	<b>Bilan<sup>1</sup> 2024</b>	<b>Écart</b>
	<u>En k\$</u>	<u>En k\$</u>	<u>En k\$</u>
Activités d'encadrement	10 484,7	9 947,0	- 537,7
Activités de continuité	80 906,2	84 141,7	3 235,5
<b>Sous-total activités en RI</b>	<b>91 390,9</b>	<b>94 088,7</b>	<b>2 697,8</b>
Projets	22 000,0	20 555,8	- 1 444,2
<b>Sous-total projets en RI</b>	<b>22 000,0</b>	<b>20 555,8</b>	<b>- 1 444,2</b>
<b>Total 2024</b>	<b>113 390,9</b>	<b>114 644,5</b>	<b>1 253,6</b>

<sup>1</sup> Bilan de l'utilisation des sommes en ressources informationnelles.

**b) Les grands dossiers en cours**

Les informations sont disponibles au tableau de bord à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>.

**c) Le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques**

La réponse à cette question sera transmise par le MCN.

**d) Le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante :

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

**e) Le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques**

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante :

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

**TITRE 41 :** Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 42 :** Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel.

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

**Types et valeurs des cotisations professionnelles payées par Retraite Québec  
pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024**

Type de cotisations	Nombre <sup>(1)</sup>	Total payé (excluant les taxes) 31 déc. 2024
Collège des médecins du Québec	35	67 112,50 \$
Society of Actuaries	47	45 264,90 \$
Barreau du Québec	28	44 986,81 \$
Institut canadien des actuaires (ICA)	28	39 100,00 \$
Ordre des CPA du Québec (Comptables professionnels agréés)	19	19 275,50 \$
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec	14	6 435,52 \$
Chambre des notaires du Québec	3	5 152,50 \$
Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec	5	4 297,70 \$
The Institute of Internal Auditors	7	1 788,57 \$
Ordre des psychologues du Québec	4	1 460,21 \$
CFA Institute	1	518,93 \$
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	1	264,25 \$
<b>Total</b>	<b>192</b>	<b>235 657,39 \$</b>

(1) Une personne peut se faire payer plus d'une cotisation lorsque cela est justifié (ex. : actuaires).

Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations : 161.

**TITRE 43 :** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

En 2024, des sondages et groupes de discussion portant sur les clientèles de Retraite Québec et sur la population adulte québécoise ont été réalisés.

Les sujets portaient principalement sur 1) la planification financière de la retraite; 2) des campagnes de promotion; 3) la notoriété de Retraite Québec; 4) la satisfaction des diverses clientèles à l'égard des services offerts et 5) l'indice de connaissances et de compétences en matière de retraite.

La firme SOM a été retenue.

Le montant total est de 246 213 \$.

**TITRE 44 : Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

Aucun montant n'a été dépensé par Retraite Québec en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre.

**TITRE 45 :** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir :

- a) tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025.
- b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination.
- c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

**TITRE 46 :** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Les actions du Plan d'action 2024 à l'égard des personnes handicapées ont été réalisées à même les activités courantes de Retraite Québec. Aucun budget spécifique n'y a été dédié.

Le Plan d'action 2024 à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de Retraite Québec : [Plan d'action 2024 à l'égard des personnes handicapées \(gouv.qc.ca\)](https://www.gouv.qc.ca/plan-action-2024-personnes-handicapees).

**TITRE 47 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.**

Le Plan d'action de développement durable 2023-2027 de Retraite Québec (PADD) a été adopté par son conseil d'administration le 14 décembre 2023. Les actions prévues pour 2024 ont été réalisées à même les activités courantes de l'organisme. Aucun budget spécifique n'y a été dédié. Un suivi de l'état d'avancement des actions sera fait dans le Rapport annuel de gestion 2024.

Le PADD est disponible sur le site Internet de Retraite Québec.

**TITRE 48 :** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 49 :** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

**TITRE 50 :     Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025 :**

- a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
- d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf)

**TITRE 51 : Sommes dépensées en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

	<b>2024</b>
Sommes dépensées	16 800 \$

Lors de la pandémie, une nouvelle mesure visant à compenser les télétravailleurs pour l'acquisition de matériel ou d'équipement pour aménager leur espace de travail à domicile avait été mise en place en 2021. Le montant maximal permis pour le remboursement à l'employé était de 400 \$.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2023, les remboursements pour la compensation financière pour le télétravail sont désormais faits directement sur la paie des employés et deviennent un avantage imposable.

**TITRE 52 : Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale en 2024-2025 :**

- a) les sommes dépensées;**
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

a) Une somme totale de 4 105 \$ a été dépensée par Retraite Québec en 2024 concernant les mesures de soutien aux employés en santé mentale. Cette somme inclut les formations en prévention du suicide pour les sentinelles (pairs aidants) et deux conférences, dont une portant sur l'anxiété et le perfectionnisme et l'autre sur la résilience.

b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière s'élevaient à 4 105 \$.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de Retraite Québec. <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-de-formation.aspx>

**TITRE 53 : Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.**

Le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'un organisme public doit notamment diffuser sur un site Internet les renseignements relatifs aux frais pour chacune des activités de réception et d'accueil tenues conformément aux Règles sur les réceptions et les frais d'accueil prévues au Recueil des politiques de gestion 6-1-3-2.

Or, cette dernière directive ne s'applique qu'aux organismes dont le budget est voté par l'Assemblée nationale, ce qui n'est pas le cas de Retraite Québec, qui est un organisme extrabudgétaire.

**TITRE 54 :** Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).  
<https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/acces-information/Pages/frais-de-formation.aspx>

**TITRE 55 :** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours n'a été réalisé en 2024.

**TITRE 56 :** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Le nombre d'employés de la DGCOM est de 40.
- b) Le montant dépensé par la direction générale des communications est 1 993 645,01 \$ pour la publicité et les commandites.
- c) Cette question n'est pas pertinente pour l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question est réponde dans la demande générale 06. Vous retrouverez également, l'information fournie en réponse à cette question dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

**TITRE 57 :** Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) le type d'incidents;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**TITRE 58 :** Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Aucune rencontre de ce type n'a eu lieu.

**TITRE 59 :** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

2024

	Nombre de stagiaires reçus	Rémunération totale déboursée
Rémunération des stages :	23	330 455,30 \$

**TITRE 60 : Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.**

**a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**

Aucune consultation avec les Autochtones n'a été faite par Retraite Québec en 2024.

**TITRE 61 : Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 62 : Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 63 :** Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 64 :** Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucun montant relatif à des amendes en vertu de l'application des lois dont Retraite Québec est responsable n'a été perçu en 2024.

**TITRE 65 : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 66 : Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.**

Cette question ne s'applique pas à Retraite Québec.

**TITRE 67 : Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.**

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**TITRE 68 : Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**TITRE 69 : Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.**

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

**TITRE 70 :** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>.

**TITRE 71 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

Cette information sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2024 de Retraite Québec.

**TITRE 72 :** Pour 2024-2025, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée.  
Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction à Retraite Québec.

**TITRE 73 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

**Table d'expertise en retraite**

Retraite Québec a créé en 2020 la Table d'expertise en retraite. Les membres de la cette Table ne reçoivent aucun honoraire.

La Table d'expertise en retraite a pour mandat de favoriser la collaboration entre Retraite Québec et ses partenaires experts du système de retraite québécois, afin d'exercer un leadership fort sur la connaissance et la diffusion de l'expertise retraite. Plus spécifiquement, ses objectifs sont :

- Favoriser la recherche et les études sur les sujets liés à la retraite, et en assurer une diffusion efficiente.
- Identifier les besoins d'expertise-retraite et de données statistiques des membres pour lesquels Retraite Québec pourrait collaborer.
- Faire connaître aux membres de la table les réalisations sur la retraite produites par Retraite Québec et recueillir leur appréciation en lien avec ces réalisations.
- Informer sur les travaux de recherche de Retraite Québec sur la retraite en cours de développement ou ceux à venir.

**Membres de la Table d'expertise en retraite :**

M.	Camille Beaudoin	Directeur de l'expertise et des partenariats en éducation financière, Autorité des marchés financiers (AMF)
M <sup>me</sup>	Raquel Fonseca	Cotitulaire de la Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels (CREEI) Université du Québec à Montréal (UQAM)
M.	Pierre-Carl Michaud	Titulaire de la chaire de recherche Jacques-Parizeau en politiques économiques, École des hautes études commerciales (HEC Montréal)
M.	Riel Michaud-Beaudry	Professionnel de recherche, Observatoire de la retraite
M.	Sébastien Routhier	Membre du comité exécutif du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) Actuaire, SRT – module Avantages sociaux, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
M <sup>me</sup>	Norma Kozhaya	Membre du comité exécutif du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) Vice-présidente à la recherche et économiste en chef, Conseil du patronat du Québec (CPQ)
M.	Alexandre Gagnon	Membre du comité exécutif du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) Vice-président, Travail et capital humain Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)
M <sup>me</sup>	Marie-Josée Naud	Membre du comité exécutif du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) Conseillère au service de l'éducation et responsable du dossier retraite, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
M.	Jason Malone	Ambassadeur international de l'ICA, Institut canadien des actuaires (ICA)
M.	Salomon Gamache	Vice-président, développement et qualité de la pratique, Institut de la planification financière (IPF)
M.	F. Hubert Tremblay	Président du Conseil régional du Québec, Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite – division du Québec (ACARR)
M.	Gabriel J. Power	Professeur titulaire - Titulaire de la Chaire IG Gestion de patrimoine en planification financière, (Université Laval)
M.	Jean-François Chevarie	Directeur général du régime public de rentes <sup>(1)</sup> Retraite Québec
M.	Philippe Guèvremont	Directeur de l'évaluation Retraite Québec
M.	Jonathan Bolduc	Directeur des régimes complémentaires de retraite Retraite Québec

**TITRE 73 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

**Comité consultatif pour le paiement de l'Allocation famille (CCPAF)**

Le CCPAF est constitué en vertu de la Loi sur les impôts, l'article 1029.8.61.59. Son mandat est d'assurer un suivi de l'administration du versement des montants au titre de l'Allocation famille.

Il prend des décisions sur les problématiques soulevées par le Comité opérationnel constitué des trois organisations (Retraite Québec, Revenu Québec, ministère de la Famille). S'il y a lieu, il attribue certains mandats au Comité opérationnel et en fait le suivi.

Le comité siège une fois par année et il est présidé par Retraite Québec depuis 2022.

**Membres du CCPAF :**

M. Bastien Thibault	Directeur général des services aux familles, aux participants et de l'expertise médicale (DGSFPEM) Retraite Québec
Mme Tracy Garneau	Adjointe exécutive de la DGSFPEM Retraite Québec
M. Alexandre Paré	Directeur de l'encadrement du réseau Ministère de la Famille
Mme Ève Couture	Adjointe exécutive de la direction de l'encadrement du réseau Ministère de la famille
Mme Katherine Guay	Directrice du soutien et de l'évolution des solutions d'affaires fiscales Revenu Québec

**Comité opérationnel pour le paiement de l'Allocation famille**

Le mandat du Comité opérationnel pour le paiement de l'Allocation famille (AF) est de discuter de tous les changements opérationnels, systémiques ou légaux nécessaires à l'administration du paiement de l'AF afin de s'entendre sur les développements systémiques ou les solutions opérationnelles.

De plus, les activités pilotées par le comité visent à améliorer les services dédiés à la clientèle commune à Retraite Québec et à Revenu Québec.

Le Comité opérationnel est composé d'analystes de Revenu Québec et de Retraite Québec. Ce comité siège deux fois par année et il est présidé par Retraite Québec depuis 2011.

**Membres du comité opérationnel pour le paiement de l'Allocation famille :**

Mme Caroline Morneau	Directrice du soutien aux opérations et de l'amélioration des services aux familles et aux participants Retraite Québec
Mme Rachel Perron	Chef de division du soutien opérationnel et des systèmes Retraite Québec
Mme Nicole Hernandez	Analyste d'affaires Retraite Québec
M. François Vachon	Analyste d'affaires Retraite Québec
Mme Guylaine Proulx	Cheffe d'équipe du service du soutien et de l'évolution des systèmes complémentaires Revenu Québec
M. Alexei Lavrov	Chef d'équipe du service du soutien et de l'évolution des systèmes complémentaires Revenu Québec
Mme Meng Li	Analyste au service du soutien et de l'évolution des systèmes complémentaires Revenu Québec

**TITRE 73 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

**Comité de suivi relatif à l'administration de l'Allocation famille**

Le comité de suivi relatif à l'administration de l'Allocation famille a pour mandat de favoriser la concertation gouvernementale afin d'optimiser l'administration de l'Allocation famille et de ses suppléments ainsi que d'échanger sur toute question d'intérêt concernant son administration.

Le comité siège 2 fois par année et il est présidé par Retraite Québec depuis 2022. Des rencontres additionnelles sont planifiées lorsque requis.

**Membres du comité :**

M. Bastien Thibault	Directeur général des services aux familles, aux participants et de l'expertise médicale (DGSFPEM). Retraite Québec
Mme Tracy Garneau	Adjointe exécutive de la DGSFPEM Retraite Québec
M. Alexandre Paré	Directeur de l'encadrement du réseau Ministère de la Famille
Mme Ève Couture	Adjointe exécutive de la Direction de l'encadrement du réseau Ministère de la famille